

La crise coréenne

**Grandeur et décadence
d'un modèle de performance**

Collection *Points sur l'Asie*
dirigée par Alain Forest

Déjà parus

- Laurent METZGER, *Les sultanats de Malaisie*, 1994.
Richard SOLA, *Birmanie : la révolution kidnappée*, 1996.
Laurent METZGER, *Stratégie islamique en Malaisie, (1975-1995)*, 1996.
Firouzeh NAHAVANDI, *Culture du développement en Asie*, 1997.
Frédéric GRARE, *Le Pakistan face au conflit afghan*, 1997.
Kham VORAPHETH, *Chine, le monde des affaires*, 1997.
Jacques HERSH, *Les Etats-Unis et l'ascension de l'Extrême Orient. Les dilemmes de l'économie politique internationale de l'après-guerre*, 1997.
Kham VORAPHETH, *Asie du Sud-Est*, 1998.
Jérôme GRIMAUD, *Le régionalisme en Asie du Sud*, 1998.
A. WILMOTS, *La Chine dans le monde*, 1998.
Patrice COSAERT, *Le centre du Viet Nam : du local au global*, 1998.
Fabrice MIGNOT, *Villages de réfugiés rapatriés au Laos*, 1998.

Jean-Jacques PLUCHART

La crise coréenne
Grandeur et décadence
d'un modèle de performance

Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris - FRANCE

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) – CANADA H2Y 1K9

Du même auteur

Energie mondiale, les nouvelles stratégies, édition A. Colin, 1979 ¹

Les compagnies pétrolières internationales, Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, 1981 ¹

L'O.P.E.P., Presses Universitaires de France, Que sais-je?, 1983 ¹

Profession: ingénieur d'affaires, les éditions d'Organisation, 1997

La mutation des chaebols coréens, Actes du Congrès Euro-Asie, 1995

« L'ingénierie de la performance coréenne, ou comment les Coréens voient leur modèle de performance », *Annales des mines, gérer et comprendre*, 1997

« La nouvelle stratégie de Daewoo », *étude de cas, Centrale des Cas et des Médias Pédagogiques*, 1997

« Analyse des effets de système et des paniques financières en Asie », *revue Echanges*, 1998

The Crisis of the Korean Model: Analysis of effects of the Globalization of Markets on an Economy in Transition, IVth IFSAM World Congress (Spain), 1998

« Daewoo ou la mutation du « grand univers », *revue gestion 2000*, 1998

"Les trajectoires stratégiques des conglomérats coréens: une approche empirique de la crise de 1997", *revue Gestion 2000*, 1999

¹ co-auteur avec L.Mihailovitch

Sommaire

Avant-propos	15
Introduction	17
<i>1ere partie / LA CONSTRUCTION DU MODELE COREEN</i>	21
Chapitre 1/ Le capitalisme d'Etat coréen	23
1. la construction du système	24
1. 1. la colonisation japonaise	24
1.2. la guerre de Corée et la reconstruction	27
1.3. le rôle décisif de Park Chung-hee	28
2. la maturité du modèle	29
2.1. le pilotage du développement	30
2.2. le contrôle des ressources	35
2.3. la protection du marché intérieur	36
2.4. l'ouverture de nouveaux marchés	37
3. la réorientation du modèle	38
3.1. le développement des compétences	38
3.2. la privatisation du secteur public	39
 Chapitre 2/ Le management des chaebols	 43
1. la domination des chaebols	44
2. l'avènement des chaebols	46
2.1. « Hyundai face au monde »	46
2.2. le "New Management" de Samsung	48
2.3. le "Management pour le XXème siècle" de L.G.	49

2.4. le nouvel « esprit Daewoo »	50
2.5. le programme "H. P. L. " de Hanjung	51
3. Le « Korea-type management »	55
3.1. la diversification des métiers	55
3.2. le management de la qualité	58
3.3. le redéploiement dans l'espace	59
3.4. la gestion du temps	63
3.5. le management du risque	64
3.6. l'identification de l'entreprise	65
 Chapitre 3/ Le « mythe du miracle économique coréen »	 69
1. les dérives des « fondamentaux » coréens	70
1.1. une croissance vulnérable	70
1.2. des équilibres économiques menacés	75
2. les limites de la modélisation de l'économie coréenne	80
2.1. les modèles de développement	80
2.2. les schémas socioculturels	84
2.3. les approches managériales	88
 <i>2eme partie/ LES DEREGLEMENTS DU SYSTEME</i>	 <i>93</i>
chapitre 4 / Le redéploiement industriel	95
1. la politique coréenne de recherche&développement	96
1.1. la dépendance technologique	96
1.2. les programmes nationaux de R & D	97
1.3. la captation des technologies étrangères	100

2. les stratégies d'innovation des chaebols	103
2.1. le retard technologique des chaebols	103
2.2. les nouvelles stratégies innovatrices des chaebols	106
2.3. l'apprentissage technologique des chaebols	111
3. la dégradation des résultats des chaebols	111
3.1. la chute de la rentabilité des chaebols	112
3.2. la montée de l'endettement des chaebols	113

chapitre 5/ Les mutations politiques,

sociales et culturelles	121
1. les luttes pour la démocratie	121
1.1. la résistance à la dictature des généraux	122
1.2. les promesses déçues de Kim Young-sam	124
1.3. les enjeux de Kim Dae-jung	129
2. la montée des conflits sociaux	131
2.1. les mutations sociales	132
2.2. la montée du syndicalisme	134
2.3. le conflit social de décembre 1996	135
3. la crise identitaire	136
3.1. l'empreinte du confucianisme	137
3.2. les contraintes de la langue	141
3.3. les champs de mémoire	141

Chapitre 6/ La crise financière et monétaire	145
1. le système financier coréen	146
1.1. le système bancaire	146
1.2. les réseaux de compagnies d'assurances	149
2. la crise du système financier	154
2.1. les réformes du système financier	154
2.2. le « credit crunch »	157
2.3. la chute du won	162
2.4. le « krach » boursier	164
3. la crise « systémique »	165
3.1. les « effets de système »	165
3.2. les analogies avec la crise mexicaine	169
 <i>3eme partie / LA RECHERCHE DE NOUVEAUX MODELES</i>	 175
Chapitre 7 / Le sauvetage international	177
1. le plan d'aide internationale	178
1.1 le plan de sauvetage du F.M.I.	178
1.2 les autres mesures d'urgence	179
2. le plan de redressement de l'économie coréenne	182
2.1 les principales dispositions du programme	184
2.2 les critiques à l'encontre du plan du F.M.I.	187
3. les implications internationales	189
3.1. les incidences globales	190
3.2. l'exemple des retombées sur l'économie française	191

Chapitre 8 / Les voies du redressement	195
1. les scénarios de sortie de crise	196
1.1. les prévisions officielles	197
1.2. les projections erratiques	200
1.3. les hypothèses extrêmes	202
2. les nouveaux modes d'intervention publique	203
2.1. les aléas de la « cohabitation politique »	204
2.2. la faible marge de manoeuvre sociale	205
2.3. la difficile restructuration bancaire	206
2.4. les risques de la déréglementation économique	209
3. la restructuration des chaebols	213
3.1. les nouvelles stratégies des chaebols	213
3.2. les nouvelles formes du capitalisme coréen	218
 Chapitre 9 / La réunification de la Corée	 225
1. l'impasse nord-coréenne	226
1.1. l'isolement politique du « Royaume ermite »	226
1.2. l'ouverture « à la chinoise »	230
2. les voies de la réunification	231
2.1. la confrontation des acteurs	232
2.2. le processus de réunification	234
 Conclusion générale	 239
Références bibliographiques	245

INDEX DES ENCADRES

Chapitre 1/

Les relations entre la Corée du Sud et le Japon	25
Les plans de développement coréens	31

Chapitre 2/

La construction automobile coréenne : le « hyundaïsme »	53
Les principaux métiers des six premiers chaebols	56
Les grands projets d'investissement des chaebols à l'étranger	60
Les coûts de production de la Corée du Sud et de l'étranger	62

Chapitre 3/

Les variations du P.I.B. de la Corée du Sud	71
Les Pays Industrialisés, les Nouveaux Pays Industrialisés et les Pays en Développement	72
Les « dragons » et les « tigres »	73
Les investissements directs étrangers en Corée du Sud	78
Les principaux indicateurs économiques coréens (1992-1997)	79

Chapitre 4/

Les transferts de technologies dans le cadre du projet de Train à Grande Vitesse coréen	101
La reprise de Thomson Multimédia par Daewoo Electronics	104
Les plans stratégiques des chaebols	108
La stratégie électronique de Samsung	108
Les données-comptables-clés des chaebols (1996)	114
Les faillites des chaebols Hanbo et de Kia	115
La vulnérabilité des « petits chaebols » : le cas de Haitai	116

Chapitre 6/

L'évolution des taux d'intérêt bancaires coréens (1961-1996)	147
La dette extérieure et les réserves de changes de 1990 à 1997	148
Le recyclage financier des compagnies d'assurances	151
Le "risque-pays" de la Corée du Sud	157
L'évolution des notations internationales du risque coréen	158
Les effets de la « globalisation » financière	160
L'évolution des cours du won de 1990 à 1997	163
Les asymétries d'information dans la crise coréenne	168
Le processus de la crise coréenne	172

Chapitre 7/

Le calendrier de la crise asiatique de 1997-1998	179
La comparaison des plans thaïlandais, indonésien et coréen	181
Le plan de redressement fixé par le F.M.I. à la Corée du Sud	185

Chapitre 8/

La comparaison des principaux scénarios de sortie de crise	200
L'exemple de la sortie de crise mexicaine	201
L'évolution du chômage dans les Pays d'Asie-Pacifique	207
L'ouverture du marché coréen aux investisseurs étrangers	211
L'ouverture du secteur coréen de la grande distribution	213

Chapitre 9/

L'évolution des indicateurs économiques nord-coréens (1991-1997)	228
--	-----

Avant-propos

- Les **noms coréens** respectent les conventions orthographiques courantes dans les pays occidentaux, qui peuvent dans certains cas différer de celles du système «*Mac Cune-Reischauer*» de transcription de l'alphabet coréen (*hangul*).
- Les **références** sont présentées dans le texte suivant la méthode de «*Harvard*» (nom de l'auteur, date de la publication citée). Elles renvoient à la bibliographie en fin d'ouvrage.
- Les **abréviations** suivantes sont fréquemment utilisées :
 - A.P.E.C. : Asia-Pacific Economic Cooperation
 - A.S.E.A.N. : Association des Nations du Sud Est Asiatique
 - C.N.U.C.E.D. : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
 - F.M.I. : Fonds Monétaire International
 - G.A.T.T. : Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce (General Agreement on Tariffs and Trade)
 - N.P.I. : nouveaux pays industrialisés
 - N.P.I.A. : nouveaux pays industrialisés asiatiques (Thaïlande, Hong-Kong, Singapour, Corée du Sud)
 - O.C.D.E. : Organisation de Coordination et de Développement Economique
 - O.M.C. : Organisation Mondiale du Commerce
 - O.N.U. : Organisation des Nations Unies
 - O.T.A.S.E. : Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est
 - P.E.D. : Pays en Développement
 - P.I.B. : Produit Intérieur Brut
 - U.E. : Union Européenne

Introduction

La crise économique et sociale traversée par la Corée du Sud depuis novembre 1997, a frappé la onzième puissance industrielle mondiale, figurant parmi les cinq premiers partenaires industriels et commerciaux des pays de la « Triade »². Elle a mis fin au « *mythe du miracle économique* » coréen (Krugman, 1994), en renversant son système original de « *capitalisme d'Etat* » (« *Korea incorporated* »). Instauré au début des années 1960 par le Président Park Chung-hee - le « *père de la Corée moderne* » -, le modèle repose sur l'expansion internationale de puissants conglomérats privés - les « *chaebols* » - directement contrôlés par la Présidence de la République (la « *Maison bleue* »). Devenu le premier « *dragon* » d'Asie, le « *Pays du matin calme* » n'est entré sur la scène internationale qu'à la fin des années 1980 : organisateur des jeux olympiques de Séoul en 1988, adhérent à l'O.N.U. en 1991, 26ème membre de l'O.C.D.E. en 1996... Mais cette stratégie d'ouverture, intervenant dans un contexte d'innovation technologique et de globalisation des marchés, a précipité le « *modèle coréen* » dans des processus cumulatifs - de moins en moins contrôlables - de redéploiement industriel, de déréglementation économique, de recomposition politique et de flexibilisation sociale.

Jusqu'en 1996, le « *miracle coréen* » avait suscité l'intérêt des investisseurs et des observateurs étrangers en raison de l'exceptionnel dynamisme et de la remarquable régularité de ses performances économiques (Camroux, Domenach, 1997). La voie coréenne a été longtemps montrée en exemple aux Nouveaux Pays Industrialisés et aux Pays en Développement (Banque mondiale, 1993). Elle a donné lieu à la construction de

² Etats-Unis, Japon, pays de l'Union européenne.

nombreux modèles - empruntés aux théories du développement économique et du management des firmes - qui ont intégré imparfaitement les singularités de l'environnement coréen (Hamilton, Biggart, 1988). Elle a également fait l'objet de multiples systèmes de représentation de la société coréenne, qui ont généralement véhiculé les stéréotypes culturels attachés au « *miracle asiatique* ». Jusqu'à la fin des années 1980, le système de valeurs confucéen - fondé sur les sens de la tradition et de la communauté - était souvent considéré comme la philosophie la plus adaptée à la production de masse et à la croissance par l'exportation (Mac Farquer, 1980, Riedel, 1988; O'Malley, 1988).

La crise monétaire et financière qui a frappé l'économie de la Corée du Sud, après avoir atteint celles de la Thaïlande, de la Malaisie et de l'Indonésie, a donc surpris la communauté internationale par sa soudaineté et par son ampleur. Elle a été d'abord qualifiée de « *systémique* », étant imputée aux comportements spéculatifs des investisseurs internationaux et aux surendettements de l'Etat et des *chaebols*. Une étude plus approfondie révèle toutefois des lacunes de cette hypothèse : « *les approximations des analyses trop simplistes de cet espace émergent sont apparues dans toutes leurs limites* » (Vallet, 1997). Les dérèglements de « *Korea Incorporated* » ont dévoilé ses multiples dimensions, politique, institutionnelle, technologique, économique, financière, sociale et culturelle: « *c'est la crise d'un modèle économique et la remise en cause brutale, mais peut être utile, d'un certain schéma socio-politique* » (Boisseau du Rocher, 1998). La complexité et le pragmatisme de « *Korea inc* », rendent difficile sa réduction à un modèle classique de développement ou à un mode reconnu de management. Le fonctionnement de l'économie coréenne a en effet été longtemps régulé par un complexe « *Etat-entreprises* », qui s'est partiellement substitué à la « *main invisible du marché* ». Le « *modèle coréen* » serait donc plutôt assimilable à

un système de pilotage - ou à un « *modèle de performance* » - de l'appareil économique et du corps social d'un pays. Il repose sur une réciprocité d'intérêts entre l'Etat et les conglomerats privés: « *l'Etat a besoin du marché et l'entreprise privée a besoin de l'Etat* » ; il suppose une répartition tacite des rôles : « *l'Etat crée les conditions favorables à la croissance et l'entreprise recherche la compétitivité* » (Krugman, 1990). Le choix par l'Etat de groupes privés rivaux (*les chaebols*) sous contrôle d'intérêts locaux (*les « grandes familles »*), pour mettre en oeuvre les plans nationaux de développement, constitue une des originalités de la voie coréenne : elle diffère du modèle japonais (« *Japan incorporated* »), dont les conglomerats privés (*les keiretsus*) - auxquels les *chaebols* sont improprement comparés - ont bénéficié d'une tutelle publique plus flexible ; elle ne suit pas la voie empruntée par les autres « *dragons* » (Taiwan, Hong Kong, Singapour), qui ont généralement favorisé le développement des réseaux familiaux de la *diaspora* chinoise ; elle se distingue de la démarche partenariale entre firmes nationales et groupes étrangers, adoptée par la Chine populaire et la plupart des « *tigres* » du Sud-est asiatique (Redding, 1994).

L'intelligence du « *modèle de performance* » coréen implique, en raison de sa transversalité, le recours simultané à des concepts et à des méthodes d'analyse relevant de disciplines variées: l'économie du développement, l'économie industrielle, le management d'entreprise, la sociologie des organisations ... L'appréciation des forces et des faiblesses du système suppose également, en raison de sa dynamique propre, une mise en perspective historique des circonstances de son édification, des conditions de son dérèglement et des voies de sa reconstruction. Au-delà de l'observation d'un des événements majeurs de la fin du XX^{ème} siècle, l'ouvrage se présente donc comme une étude de cas , faisant appel aux principaux concepts économiques et managériaux, afin de dégager une représentation cohérente du cycle de construction et de déconstruction du modèle coréen.

C'est pourquoi l'ouvrage a été organisé conformément au plan suivant :

- La première partie analyse les schémas de construction du modèle coréen: elle présente les fondements et retrace les dynamiques respectives du capitalisme d'Etat (chapitre 1) et du management des *chaebols* (chapitre 2); elle s'attache à montrer les portées et les limites des principales théories économiques et managériales avancées pour expliquer le « *miracle économique coréen* » (chapitre 3) .
- La seconde partie démonte les mécanismes du dérèglement de « Korea Incorporated »: elle analyse les efforts de « redéploiement technologique » des *chaebols* (chapitre 4); elle en mesure les implications politiques et socio-culturelles (chapitre 5), puis les conséquences financières et monétaires (chapitre 6).
- La troisième partie explore les voies de reconstruction d'un nouveau modèle : elle analyse les mécanismes et les retombées internes et externes de la crise asiatique de 1997 (chapitre 7) ; elle présente les différents scénarios de sortie de crise et compare les nouveaux modèles de performance applicables à l'économie de la Corée du Sud (chapitre 8) ; elle s'efforce enfin d'apprécier les impacts sur ces schémas d'une éventuelle réunification de la Corée (chapitre 9).

L'étude s'appuie sur une revue de la littérature académique consacrée au « *miracle économique coréen* », et aux effets de la globalisation des marchés sur les Nouveaux Pays Industrialisés. Elle puise également ses sources dans la presse économique et financière internationale et locale. Elle s'enrichit enfin des résultats d'enquêtes de terrain menées auprès d'experts et de managers coréens .

1ere PARTIE /

LA CONSTRUCTION DU MODELE COREEN

Le « *miracle économique* » de la Corée du Sud, marqué par une croissance exceptionnellement soutenue au cours de la période de 1966 à 1990, est attribuable à un double système - respectivement macro et micro-économique - de capitalisme d'Etat (chapitre 1) et de management des *chaebols* (chapitre 2). A partir des années 1980, le premier a été confronté aux pressions du capitalisme international et de la démocratisation de la société coréenne, tandis que le second s'est heurté aux contraintes technologiques et économiques du nouvel environnement international des *chaebols*. Le « *miracle coréen* » étant de plus en plus perçu comme un « *mythe* », ses principaux modèles explicatifs ont été alors progressivement remis en question (chapitre 3).

Chapitre 1/ Le capitalisme d'Etat coréen

L'Etat - plus particulièrement la Présidence de la République - est à l'origine de la croissance « *à deux chiffres* » de l'économie coréenne. Plus que « *la main invisible du marché* », c'est lui qui a orienté et stimulé le développement économique du pays. Cet interventionnisme « *à la coréenne* » s'est exercé suivant un modèle original de capitalisme, hérité de l'histoire et imprégné de la culture du pays, mais également inspiré de l'exemple japonais. Aux Etats-Unis, le système coréen a pu être improprement comparé à ceux des économies socialistes à planification centralisée (notamment à celui de l'ex République Démocratique Allemande) : « *la pression politique, les impôts sélectifs, les politiques de prix et de crédit, les récompenses et les médailles, les ordres, les pots-de-vin, l'intimidation et les conférences mensuelles entre ministres et hommes d'affaires* » (Harris, 1986). En France, il a été curieusement qualifié de « *colbertisme de marché* » (Chalmin, 1998). En Corée du Sud, il a été surnommé « *Korea incorporated* », ou « *Jaebols Korea Affairs* », à l'instar du modèle japonais des années 1970, parfois appelé « *Japan incorporated* ». Les observateurs ont reconnu l'apport positif de l'Etat dans l'accumulation du capital, la mobilisation de la main d'oeuvre et le développement des infrastructures, mais ils en ont aussi déploré le rôle négatif dans la reconfiguration de l'appareil productif et la modernisation du système financier dans l'environnement de la fin du XXème siècle. « *Korea inc* » a été édifié en trois étapes jusqu'au milieu des années 1980 (1ère section): il se présente alors comme un système de pilotage adapté à l'environnement économique international des « *trente glorieuses* » (2ème section). Mais le « *capitalisme d'Etat* » coréen a dû être réorienté au cours des années 1980, afin de se plier aux nouvelles contraintes de globalisation des marchés et de démocratisation de la société (3ème section).

1. La construction du système

Les fondations du système ont été édifiées en trois grandes étapes: sous l'occupation japonaise (1910-1945), au cours de la période de reconstruction (1946-1961), interrompue par la guerre entre le Nord et le Sud (1950-1953), puis dans le cadre d'un développement planifié des industries exportatrices - couvrant la période de 1962 à 1991 - marquée par deux chocs pétroliers (1973 et 1979) et une crise intérieure (1979-1983).

1.1 la colonisation japonaise

La Corée a subi la domination du Japon de 1910 à 1945. Reynolds (1985) situe logiquement aux années 1910 le premier « *point de retournement* » (*turning point*)¹ économique de la Corée. La colonisation japonaise a profondément marqué la mémoire des coréens, aujourd'hui encore animés d'un farouche sentiment de revanche. A partir des années 1970, la rivalité avec les *keiretsus*² japonais a constitué l'aiguillon de la volonté de conquête des marchés internationaux par les *chaebols*. Mais cette période sensible de l'histoire coréenne n'en a pas moins été marquée par un renouveau économique, soutenu par une première vague d'industrialisation et un effort de scolarisation des masses agricoles. Le Japon s'est en effet servi de la Corée comme d'un « grenier à céréales » et d'un « pays-atelier », principalement au nord du pays, plus riche en ressources naturelles. Les premiers *chaebols* (notamment Samsung, créé en 1938) ont été constitués avant la seconde guerre mondiale.

L'opposition aux colonisateurs a engendré une *diaspora* coréenne, qui s'est installée en Chine (où siègea le

¹ La croissance économique extensive (« la production suit la population ») devient intensive (« l'expansion industrielle est supérieure à la croissance démographique »).

² Conglomérats diversifiés qui ont succédé aux *zaibatsus* en 1945.

gouvernement coréen en exil), aux Etats-Unis, en U.R.S.S. et au Japon (où furent enrôlés de nombreux jeunes coréens). Cette population expatriée contribua, après la guerre de Corée, au développement du commerce international des *chaebols*, à l'instar de la *diaspora* chinoise (*hua qiao*) pour les conglomerats et maisons de commerce chinois d'outre-mer et de la *diaspora* japonaise pour les *keiretsus* et les *soghos shoshas*³. La résistance intérieure fut dominée par la figure du communiste Kim Il-sung, qui dirigea la Corée du Nord jusqu'en 1994. La résistance extérieure fut marquée par la personnalité de Yi Yung-man, plus connu sous le nom de Syngman Rhee, premier Président de la Corée du Sud.

Les relations entre la Corée du Sud et le Japon

Le « miracle coréen » repose notamment sur une rivalité ancienne entre le « *Pays du matin calme* » et le « *Pays du soleil levant* ». Trente cinq années de colonisation japonaise, puis cinquante années de guerre économique entre les deux nations, ont profondément marqué la conscience collective de la Corée du Sud et y ont entretenu un nationalisme farouche. Celle-ci s'est toujours défendue d'être un « *deuxième Japon* » ; elle se considère plutôt comme « la *mère patrie* » de sa puissante voisine, puisque entre le I^{er} et le VII^{ème} siècle, les « *cavaliers conquérants du Nord* » ont apporté à la civilisation japonaise sa religion théocratique (le « *shintoisme* ») et son goût pour l'action.

Sur le plan politique, ce ressentiment est périodiquement ravivé par les interprétations jugées « négationnistes » des japonais sur leur attitude pendant l'occupation : ainsi, en 1995, le premier ministre japonais a jugé « légaux » le protectorat de 1905 et l'annexion de la Corée en 1910 ; ses déclarations ont immédiatement suscité de violentes réactions de la part des

³ Maison de commerce internationale.

intellectuels coréens, qui se sont comparés aux juifs de la *shoah*⁴. Ces deux traités n'ont en effet jamais été ratifiés par Kojong, empereur de Corée déposé en 1907. Le Japon est toujours jugé responsable de la scission de la Corée en 1945, pour avoir laissé se développer les cellules communistes au Nord et s'être secrètement allié avec l'URSS.

Sur le plan économique, la concurrence s'exprime sous diverses formes: conquête de nouveaux marchés à la fois dans les pays industriels et les pays en développement, course aux délocalisations dans les N.P.I., recherche de partenaires industriels occidentaux, obtention d'homologations internationales (notamment aux standards internationaux de qualité), rivalité entre les méthodes de production (« *hyundaïsme contre toyotisme* »⁵)... Cette concurrence n'exclut cependant pas certaines formes de coopération industrielle entre *chaebols* et *keiretsus*, et de solidarité économique asiatique face aux « impérialismes » commerciaux américain et européen. C'est un consortium nippon-coréen qui réalise les tours Petronas ("les plus hautes du monde") à Kuala Lumpur.

La rivalité entre les deux pays est également sportive. Le choix de Séoul comme siège des Jeux Olympiques de 1988 - malgré la candidature d'une ville japonaise - a été considéré comme une revanche pacifique de la Corée du Sud sur son puissant voisin. La compétition pour l'organisation de la coupe du monde de football de 2002, a donné lieu au même challenge.

La crise asiatique de 1997-1998 semble avoir contribué au rapprochement entre les deux pays. En octobre 1998, le nouveau Président de la République coréenne, Kim Dae-jung, et le Premier Ministre japonais, Keizo Obuchi, ont scellé un "*nouveau partenariat pour le XXI^e siècle*"; l'Empereur du Japon a exprimé

⁴ Kim Joon-hyok, « L'impossible réconciliation avec le Japon », The Korea Herald, 7 au 15 décembre 1995.

⁵ cf chapitre 3 infra.

son "*profond chagrin à l'égard des souffrances imposées au peuple coréen pendant l'ère coloniale*". Le Président Coréen a levé l'interdiction frappant l'importation des produits culturels japonais et la Banque centrale nipponne a accordé un prêt de 3 milliards de dollars à la Banque de Corée (BOK).

1.2 la guerre de Corée et la reconstruction

Après la chute de l'empire nippon, la conférence de Postdam (juillet 1945) fixa la ligne de démarcation entre le Nord et le Sud sur le 38ème parallèle. Après une première tentative de reconstruction, le pays fut déchiré par la guerre entre le Nord et le Sud (1950-1953), au cours de laquelle les premiers *chaebols* apportèrent leur soutien logistique aux armées américaine et sud-coréenne. Doté de pouvoirs étendus dans le cadre du régime présidentiel instauré par la Constitution de 1948, Syngman Rhee put lancer, en 1953, le plan des « *trois industrialisations blanches* » (sucre, coton, farine), engager une réforme agraire, poursuivre le programme d'enseignement engagé par les japonais, et soutenir un effort d'armement justifié par la menace du Nord. L'insuffisance de ressources naturelles et la forte natalité ont toutefois ralenti la croissance économique (alors limitée à 3% par an en moyenne).

Mais la réforme agraire a néanmoins permis une augmentation des rendements à l'hectare supérieure à 2,5% par an. Elle a stimulé les industries d'engrais, d'irrigation et de mécanique; en soutenant les prix agricoles, elle a permis la constitution d'une épargne que l'Etat a orienté vers l'effort d'industrialisation (Song et Ryu, 1992). La militarisation du pays a par ailleurs entraîné l'émergence d'industries sidérurgiques, navales, d'armement et de raffinage de pétrole. La part des industries légères a ainsi été ramenée des deux tiers du P.I.B. au début des années 1960 à environ la moitié en 1975. Préfigurant des pratiques institutionnalisées par ses successeurs, le Président

Syngman Rhee a conduit l'effort de reconstruction en s'appuyant sur quelques hommes d'affaires déterminés, ayant démontré leurs capacités d'entrepreneurs.

1.3 le rôle décisif de Park Chung-hee

Le général-président Park Chung-hee - surnommé le « *père de la Corée moderne* » - établit les fondements du modèle « *Korea inc* », et ses successeurs, Chun Do-hwan et Roh Tae-woo, en radicalisèrent les pratiques. L'économie de la Corée du Sud - malgré une aide américaine massive (égale en moyenne à 11% du PNB jusqu'au milieu des années 1960) - ne redémarra qu'en 1962, sous l'impulsion du premier plan quinquennal de développement, qui jeta les bases du modèle exportateur coréen. Après le coup d'Etat de 1961 et l'accession au pouvoir de Park Chung-hee (1962), l'aide américaine et la valeur ajoutée de l'économie furent systématiquement réorientées vers le développement des industries exportatrices, tandis que la consommation intérieure fut délibérément sacrifiée. Le dirigisme de l'Etat s'exerça alors dans les secteurs exportateurs de l'économie: « *le développement est volontairement déséquilibré (...), concentrant les efforts sur les industries stratégiques cibles* » (Balaize, 1991). L'industrialisation forcée entraîna une mutation profonde de la société coréenne: l'exode rural, l'urbanisation, l'emploi croissant des femmes dans les usines..., firent chuter le taux de natalité de 3% en 1960 à 1,5% en 1975.

Afin d'ouvrir de nouveaux marchés à l'exportation, Park Chung-hee s'efforça de soustraire son pays aux effets des « guerres froides » entre les blocs de l'Est et l'Ouest, d'une part, et entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, d'autre part. Suivant les conseils de la diplomatie américaine, il maintint notamment des relations avec les pays ayant reconnu la République Populaire de Corée.

Le premier choc pétrolier de 1973 entraîna une profonde modification de la structure industrielle du pays, fortement dépendant des importations de matières premières (Pluchart, Mihailovitch, 1979). La position des *chaebols* se renforça au détriment des P.M.E. non exportatrices. L'industrie textile recula au profit de l'agroalimentaire, de la pétrochimie et des secteurs automobile, mécanique et électrique. Après le second choc pétrolier de 1979, les *chaebols* intensifièrent leurs délocalisations aux Etats-Unis et en Europe occidentale, ainsi que dans les zones proches d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, afin de contourner les barrières tarifaires et techniques protégeant ces marchés. La crise de 1979 fut surmontée malgré l'incertitude politique provoquée par l'assassinat de Park Chung-hee. L'accord « stand by » signé avec le F.M.I. en janvier 1980 fut assorti d'un plan de stabilisation: abolition du change fixe, dévaluation de 17% du won, accroissement de la pression fiscale... Le P.I.B. recula de 5%, le déficit de la balance courante atteignit 9% du P.I.B. et le taux d'inflation dépassa 25% en 1980. Mais le gouvernement et les *chaebols* maintinrent un niveau élevé d'investissement et, sous l'influence d'une reprise des échanges internationaux, les équilibres économiques du pays purent être rétablis en 1983.

2. la maturité du modèle

Le système « *Korea inc* » ainsi mis en place, se présente à la fois comme une démarche pragmatique et un processus dynamique - caractérisés par un pilotage flexible du développement, un recyclage systématique des ressources en faveur des *chaebols*, une protection du marché intérieur - conjugués à une conquête des marchés extérieurs.